

# ORGANISATION DES COMMUNISTES AFRICAINS :

## solidarité avec la R.A.F

Chers camarades, je vous apporte ici le salut des communistes africains dont l'organisation est, comme vous le savez, interdite et qui sont pourchassés et menacés désormais d'expulsion.

Notre présence ici est d'abord un témoignage, et avant tout un témoignage de fraternité et de solidarité avec nos camarades allemands accusés de terrorisme; avec ceux qui ont aidé les militants de la Fraction Armée Rouge; avec les prisonniers politiques allemands; avec les révolutionnaires emprisonnés de la Fraction Armée Rouge.

Un témoignage de solidarité, parce que, quels que soient les débats et les problèmes politiques soulevés par ces camarades, quelle que soit l'appréciation portée sur leurs perspectives, les révolutionnaires des peuples opprimés ne peuvent oublier, et n'oublieront jamais, que les militants de la RAF se sont levés, comme eux, avec le même courage et le même enthousiasme pour combattre, par les armes, la machine de répression impérialiste.

Les peuples opprimés n'oublieront pas que les actions des militants allemands ont frappé efficacement la machine de guerre impérialiste.

Lorsque la RAF a détruit le centre de commandement américain en Europe, les combattants du maquis de Guinée Bissau ont organisé une journée d'informations dans les zones libérées pour fêter l'évènement; les camarades vietnamiens ont fait afficher à Hanoï les portraits d'Ulrike Meinhof et d'Andreas Baader pour saluer leur action.

C'est d'abord ce témoignage de solidarité, en tant que militants communistes africains pourchassés par l'appareil répressif réactionnaire, que l'OCA a tenu à apporter à ce meeting.



Actuellement un des grands problèmes de la répression, c'est ce qu'on appelle la subversion internationale. Schultz est expulsé en raison d'une convention antiterroriste parce que c'est un révolutionnaire allemand. Les iraniens sont persécutés. Les basques sont déportés à l'île d'Yeu car ils luttent contre la monarchie espagnole. L'OCA est interdite et ses dirigeants recherchés car elle combat la domination impérialiste française.

Tout ce qui s'oppose à la torture, aux interventions militaires, à la présence colonialiste, aux ventes d'armes, est qualifié de terroriste. Eh bien, nous considérons que, vu sous cet angle, c'est devenu un honneur de se faire traiter de terroriste.

Actuellement le gouvernement français s'est lancé dans une attaque tout à fait nouvelle contre la liberté politique. L'interdiction de l'OCA n'est pas un fait isolé. Certes l'OCA est directement interdite et pourchassée. Mais en même temps, les unes après les autres, toutes les organisations africaines en France reçoivent l'ordre de remettre la liste de leurs adhérents et doivent s'engager à ne pas faire de politique.

L'argument, c'est la loi de 1939, c'est à dire une loi d'exception, une loi semi-fasciste, sortie d'un ford de tiroir et remise au goût du jour.

Cette situation est grave. Si on laisse faire, cela veut dire que l'on accepte que trois millions et demi de gens qui vivent en France deviennent des otages, prisonniers de Poniatowski. C'est cela le vrai terrorisme.

Voilà pourquoi nous pensons qu'il est temps que toutes les forces démocratiques, progressistes, révolutionnaires, quelque soit leur nationalité, se mobilisent énergiquement pour l'arrêt immédiat de la répression anti-étrangers, pour la liberté inconditionnelle des étrangers de s'exprimer et de s'organiser ici comme ils le désirent.

C'est dans ce sens que la mobilisation contre l'interdiction de l'OCA, celle contre la déportation des basques, la marche d'aujourd'hui pour Schultz, doivent se situer dans un même mouvement. Les possibilités existent. Déjà, de nombreux comités anti-impérialistes et associations étrangères se sont jointes à nous pour intervenir ensemble contre la loi de 1939.

Les principales organisations de l'immigration sont d'accord avec l'OCA pour impulser une campagne systématique de mobilisation.

Plus de vingt organisations démocratiques et syndicales françaises ont annoncé leur soutien à cette campagne.

Des meetings qui ont eu lieu dans diverses villes de France et le rassemblement de Paris le 4 février ont montré que la lutte était possible.

Maintenant il s'agit que toutes ces forces se rassemblent pour montrer à Poniatowski qu'il est en train de réaliser une mauvaise affaire.

Pour conclure nous voudrions rappeler que notre combat est un combat anti-impérialiste. La France est avant tout une puissance coloniale et néo-coloniale. Lutter contre la répression anti-étrangers, c'est d'abord combattre la politique néocolonialiste. Dans ce combat nous voulons souligner des faits d'actualité.

A Djibouti, dernière colonie française d'Afrique, plus de 10000 militaires quadrillent un peuple de 400 000 habitants. Le pouvoir français est en train de faire croire qu'il veut décoloniser Djibouti. Après -demain s'ouvre à Paris une conférence qui doit consacrer cette décolonisation. De fait, ne viendront à cette conférence que les futurs administrateurs indigènes d'un pouvoir néocolonial. Mais depuis plus d'un mois à Djibouti, à l'appel du Mouvement Populaire de Libération les masses manifestent partout contre les projets néocolonialistes.

Au moment où s'ouvre la conférence de Paris, l'administration coloniale tente sous la menace des fusils, d'imposer la dictature d'un parti unique à sa solde, de supprimer toute garantie démocratique. Nos camarades du MPL qui animent une des plus importantes mobilisations anticoloniale du Territoire de Djibouti sont aujourd'hui inculpés sous la loi anti-casseurs.

L'administration coloniale profite du boycott de l'information pour se préparer à réprimer le mouvement populaire avant l'indépendance. Pourtant, aussi bien dans la capitale, parmi les *dochers* dans les quartiers populaires, que dans les villages reculés, les masses populaires manifestent contre la solution néocolonialiste qui s'élabore à Paris avec l'appui des futurs fantoches.

Nous appelons tous ceux qui actuellement se mobilisent contre la répression anti-étrangers à comprendre le caractère anti-impérialiste de cette mobilisation. Nous les appelons à ne pas oublier leurs devoirs de solidarité avec les peuples directement dominés par la France. Nous vous appelons à vous tenir prêts à empêcher le pouvoir français de se lancer dans une nouvelle aventure néocolonialiste à Djibouti.

-Vive la solidarité internationaliste.

-Non au néocolonialisme Français.

-Non à la répression raciste et anti-étrangers.

-Levée de l'interdiction de l'OCA. Abolition de la loi de 1939.

Colmar le 26 février 1977  
au cours d'un meeting contre l'extradition  
de Detlev Schulz,

